

## “Il faut libérer ce qu'on aime” Aragon.

*Il y a cinquante ans, Cahors est libéré. L'assaut final prévu un moment par le maquis n'a pas été nécessaire. La garnison allemande, un millier d'hommes, a le sentiment d'être encerclée et n'a pas le moral : le 17 août 1944, elle évacue précipitamment la ville dans laquelle nous entrons le soir même.*

Avec Georges, le commandant des FFI, dont je suis l'adjoint et Dominique (Defenin) responsable de la sécurité, nous nous rendons à la préfecture où nous installons Robert Dumas, le Préfet choisi par la Résistance.

A la veille de la Libération, les Francs-tireurs et Partisans du Lot passés au FFI (Force Françaises de l'Intérieur) représentent une force opérationnelle importante. Ils sont organisés, encadrés et armés, fusil mitrailleur par groupe de huit, compagnie d'engins, bazookas, mitrailleuses légères et lourdes. Ils disposent pour l'intendance et les déplacements d'un parc de nombreux camions. Nous avons avec nous, deux compagnies FTP d'Espagnols, chassés de leur pays par la victoire de Franco, des communistes Allemands qui ont échappé à la traque hitlérienne, des Vietnamiens, un commando américain, et même une douzaine de Russes, déserteurs de l'armée Vlassov dans laquelle ils ont été mobilisés de force.

Près d'un an avant la libération du pays, la zone nord-ouest du département, dans la châtaigneraie, terre d'élection pour le combat de partisan, échappe en fait au contrôle de l'occupant.

Les autorités de Vichy sont neutralisées, la gendarmerie est à nos ordres, les agents de l'ennemi ont changé d'air ou ont été mis hors d'état de nuire, les troupes Allemandes ne s'y aventurent que pour des opérations éclairs et se retirent aussi vite qu'elles sont arrivées.

Problème capital pour le maquis, trouver des armes en quantité suffisante. Au début de 1944 encore, Londres n'en envoie pas car les maquis FTP, même s'ils représentent les forces essentielles dans le Lot, sont exclus des parachutages. Nous prenons d'assaut la prison de Figeac où nous récupérons quelques vieilles mitrailleuses, des mousquetons et des munitions. Mais bientôt la situation

s'améliore et nous obtenons des parachutages importants qui nous permettent de disposer de pistolets et de mitraillettes Sten, de grenades et d'explosifs. Le 14 juillet, près de Saint-Céré, soixante-dix gros porteurs larguent 600 “containers” d'armes, plus de cent tonnes. Parachutage primitivement destiné aux groupes “Vény” mais nous sommes tous à la réception car les “Vény” font fusion, quelques temps après, avec les FTP.

Après le débarquement allié en Normandie, la ligne principale de chemin de fer Toulouse-Paris est pratiquement rendue inutilisable. Nos partisans coupent au plastic la voie ferrée en des dizaines d'endroits, ils détruisent les câbles téléphoniques utilisés à des fins militaires, font sauter tous les viaducs et les ponts à caractère stratégique, minent les routes principales, organisent des embuscades contre les convois Allemands.

Dans ce combat qui paraît terriblement inégal si l'on considère le rapport des forces, les partisans ont l'avantage grâce à leur mobilité, à leur dispersion qui les rend presque invulnérables et au fait qu'ils agissent sur les arrières de l'ennemi. Ils n'ont pas les moyens de mener une bataille en ligne, mais ils ont le choix du terrain et leurs embuscades sont efficaces. En outre, ils se trouvent en pays ami alors que les troupes qu'ils combattent sont à des centaines de kilomètres de leurs bases de départ : selon le général Eisenhower, l'action des partisans en France, a représenté “l'équivalent en hommes de 15 divisions et grâce à leur assistance la rapidité de notre avance à travers la France fut grandement facilitée”.

Cinquante ans après, ma pensée va à tous ceux qui ont mené ce juste combat, et qui n'ont pas connu la joie de la LIBERATION. Je pense à Philippe, qui fut l'étincelle de la première résistance armée dans le département, et qui tomba sur un barrage allemand près de Bourgneuf. A Emmanuel, blessé par une colonne

allemande à Fronton et sauvagement achevé. A Nanou, tué sur la route, à Marcel Brouel déchiété par une mine à la Pointe de Grave et à tant d'autres dont je revois le visage fraternel. Je pense aussi à mon ami Jean Marcenac qui a vécu, lui, la LIBERATION, mais qui aujourd'hui n'est plus là pour fêter avec nous cet anniversaire.

Mais après la libération de Cahors la guerre n'est pas finie. Je suis nommé Commandant de la Place de Cahors, Georges, lui, reçoit l'ordre de marcher sur Toulouse où il devient Commandant de la Place. Si les troupes Allemandes ont quitté la ville, il reste encore des miliciens armés qui font le coup de feu. Plusieurs maquisards sont tués par des tireurs embusqués sur les toits.

A Cahors, c'est le régime de l'état de siège. La situation reste tendue dans le département qui a été durement touché par la répression. Plusieurs villages ont été incendiés en tout ou partie comme Terrou, Saint-Félix et Cambes. A Figeac, à la suite d'une grande rafle, 800 personnes ont été déportées dans les camps de la mort, la plupart ne reviendront pas. A Gourdon, 23 habitants ont été fusillés comme otages, à Frayssinet-Le-Gelat, quelques jours avant la libération du département, dix hommes ont été fusillés et trois femmes pendues dans la rue “à titre d'exemple”.

Au bout de quelques mois cependant la situation tend à redevenir normale dans la région. Une partie des FFI du Lot est en Allemagne avec le Général De Lattre, l'autre, dont moi, rejoint le détachement d'armée de l'Atlantique avec le Général de Larminat à La Pointe de Grave. Encore un an et c'est la paix. Mais elle a été payée chèrement. La guerre aura coûté au monde 50 millions de morts. Nous ne sommes pas encore sortis de la préhistoire...

*René ANDRIEU,  
Commandant de la Place, ALAIN.*

## Pourquoi des Français ont résisté ?

*Un demi-siècle encore après les événements que nous avons connu et si l'on fait l'effort de se replacer dans le contexte d'alors, peut être aussi parce que plus de cinquante ans se sont écoulés et que ce délai permet une réflexion plus sereine, il semble, qu'à l'époque, il n'était pas possible pour un Français digne de ce nom et conscient de ce que cela représentait d'honneur et d'obligations de rester indifférent et passif, et de ne pas songer à résister.*

Ne parlons même pas ici de ceux qui ont collaboré et trahi ! Ils étaient, ils sont et ils restent totalement étrangers à ces spéculations. Mais leur ressentiment à notre égard, qui dure encore, tient évidemment à ce que nous avons fait, et aussi à ce qu'ils n'ont pas eux mêmes agi comme nous !

Pour un Français donc, le passé, le présent, l'avenir faisaient également de la Résistance, un devoir.

Une catastrophe sans précédent s'était brutalement abattue sur la France. Notre armée avait été bousculée et défaite, le pays envahi. Des “gouvernants de rencontre” selon l'expression du Général de Gaulle dans sa proclamation affichée en juillet 1940 sur les murs de Londres, avaient capitulé et accepté un armistice sévère dans ses conditions, déshonorant dans son esprit et ses conséquences. Rester inactif, “les pieds dans ses pantoufles”, c'était de la lâcheté !

La France était démembrée, occupée en grande partie selon les clauses de l'armistice, puis en totalité à partir de novembre 1942. Ceux qui prétendaient la diriger, non seulement pratiquaient une “politique” de collaboration coûteuse, contraignante et honteuse mais encore, avaient “accepté la subordination de l'Etat à une puissance étrangère et cela, personne ne l'avait fait et, jamais dans notre histoire !”

*(propos tenus en 1950...  
par le Général de Gaulle).*

Ne rien faire, c'était accepter la complexité de la compromission et des crimes de ceux qui, toujours d'après le Général de Gaulle, avaient “oublié l'honneur et livré le pays à la servitude”. Accepter sans réagir la situation, si dure et dangereuse fut elle, c'était plus que de l'indifférence mais de l'égoïsme.

Renoncer à travailler pour une libération souhaitée et à laquelle pouvait et devait participer la France, pour une victoire que le temps qui passait rendait au demeurant de plus en plus certaine, en un mot se désintéresser de l'avenir et du rôle qu'aurait à y jouer notre pays, c'était refuser la responsabilité du citoyen. Tout n'était peut être pas aussi net, pas aussi facile à définir à l'époque. L'évidence du devoir n'était peut être pas aussi claire.

L'engagement n'allait pas sans obstacle, la tâche ne se présentait pas sans difficulté, ni danger, mais était ce une raison suffisante pour renoncer ?

Nous venons de le dire, la Résistance était une nécessité morale et nationale. Elle était légitime. Le devoir d'un français était dans la mesure de ses possibilités et de ses moyens, de résister.

Il est des moments où l'attentisme pour ne pas dire la lâcheté sont des fautes et la résistance une ardente obligation.

Mais il n'était pas facile d'entrer dans la Résistance. Les Résistants clandestins par définition devaient nécessairement considérer le secret comme

condition première et obligatoire de la sécurité.

Que l'on comprenne bien alors que les Résistants ne pouvaient avoir évidemment ni uniforme, ni insigne distinctif. La Résistance n'avait ni bureau de recrutement, ni adresse, ni numéro de téléphone. Elle ne tenait pas de permanence et ne faisait pas bien sûr de publicité.

La sécurité et la survie des Résistants tenaient essentiellement au fait qu'autant qu'il était possible ils étaient, ils vivaient, exactement comme leurs compatriotes, de manière à ne jamais être soupçonnés d'activités clandestines. Il valait mieux que les activités d'un Résistant fussent inconnues de tous et le Résistant clandestin qui se savait continuellement en danger multipliait, dans toute la mesure du possible, les précautions. Les prises de contact volontaires furent, par contre, plus faciles à l'époque des maquis surtout après le débarquement du 6 juin et le début en France de l'insurrection.

En tout état de cause, contre les injures dont les avait abreuvées la propagande officielle du gouvernement de Vichy, contre les accusations injustifiées et injustifiables de terrorisme, contre les calomnies dont certains voudraient maintenant encore les salir et contre la répression implacable et les dangers encourus, les Résistants avaient leur conscience pour eux, sûrs qu'ils étaient et qu'ils resteraient ceux qui avaient raison !

*Un Résistant, qui fût déporté.*